

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/30181]

19 JULI 2017. — Decreet houdende aanpassing van de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2017

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. De middelen uitgetrokken op de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2017 worden aangepast al volgt:

(in duizendtallen euro)

	Oorspronkelijke raming	Aanpassing	Aangepaste raming
Titel I. Lopende ontvangsten	9.978.008	- 9.789	9.968.219
Titel II. Kapitaalontvangsten	8.626	- 2.000	6.626
Algemeen totaal	9.986.634	- 11.789	9.974.845
Onderverdeeld als volgt :			
Algemene onderverdelingen	9.908.195	- 11.801	9.896.394
Bijzondere onderverdelingen	78.439	12	78.451

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 482-1. — Bijzondere toelichting, nr. 482-1 (bijlage 1). — Verslag, nr. 482-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 19 juli 2017.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2019/40468]

17 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, les articles 2, 4^o, 5, § 1^{er}, alinéa 2, 7, 8, 12, alinéa 1^{er}, 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 17, 18, alinéa 2, 20, 21, alinéa 2, 22, alinéa 3, 24, 26, 27, alinéa 1^{er}, 28, § 2, alinéa 1^{er}, et 29, §§ 1^{er} et 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu le rapport du 9 octobre 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2018;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 21 novembre 2018;

Vu l'avis de la Fédération des Centres publics d'action sociale de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 21 novembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 7 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. En application de l'article 2, 4^o, du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, ci-après dénommé décret du 22 novembre 2018, l'on entend par service, la Direction de la Cohésion sociale du Département de l'Action sociale de la Direction générale opérationnelle Intérieur et Action sociale du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — Bénéficiaires de la subvention et mode de calcul

Art. 3. Le modèle de convention visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 22 novembre 2018 figure en annexe 1.

Art. 4. En application de l'article 7 du décret du 22 novembre 2018, le mode de calcul des différentes parts s'établit comme suit.

L'enveloppe globale dédiée à la part de base représente trente pour cent du budget total (B) alloué aux subventions aux communes. La part de base est calculée de manière à être répartie équitablement en fonction du nombre d'habitants des communes.

La part de base d'une commune est calculée par la formule suivante :

$$\text{Part de base (commune } i) = a \times \text{Population (commune } i)$$

avec :

$$a = \frac{(B \times 30\%)}{\sum_{i=1}^n \text{Population (commune } i)}$$

La part complémentaire est destinée aux communes n'atteignant pas le seuil minimal de 15.000 euros de part de base.

Le budget global de la part modulée (M) équivaut au budget total des subventions (B) diminué de la part de base, de la part complémentaire et du budget nécessaire à assurer le mécanisme d'amortissement visé à l'article 6, 4^o, du décret du 22 novembre 2018.

La part modulée d'une commune est calculée comme le produit d'une puissance du rang de la commune dans le classement ISADF, d'une puissance du nombre d'habitants dans la commune et d'un facteur k identique pour chaque commune, calculé de manière à répartir l'intégralité du budget consacré à la part modulée (M), par la formule suivante :

$$\begin{aligned} \text{Part modulée (commune } i) \\ = k \times \text{Population (commune } i)^p \times \text{Rang_ISADF (commune } i)^q \end{aligned}$$

avec :

$$k = \frac{M}{\sum_{i=1}^n (\text{Population (commune } i)^p \times \text{Rang_ISADF (Commune } i)^q)}$$

Les valeurs p et q sont fixées respectivement à 0,8 et 2,4.

Art. 5. En application de l'article 8 du décret du 22 novembre 2018, les pouvoirs locaux présentant des points de convergence en termes de cohésion sociale peuvent se regrouper et proposer un projet de plan commun.

Le regroupement est formalisé par une convention dont le modèle figure en annexe 2.

La décision de regroupement est approuvée par chacun des conseils concernés et indique quel est le pouvoir local qui pilote le plan.

CHAPITRE III. — *Elaboration, transmission et approbation du plan de cohésion sociale*

Art. 6. En application de l'article 12 du décret du 22 novembre 2018, le plan prend la forme d'un fichier informatique qui sert de tableau de bord pendant toute la durée du plan.

Des rubriques de ce tableau de bord répondent aux exigences d'un diagnostic de base et peuvent être compilées pour réaliser un diagnostic global.

Ce fichier est transmis par voie électronique aux pouvoirs locaux ayant fait acte de candidature lors de la communication de l'appel à projets prévue à l'article 5, § 3, du décret du 22 novembre 2018.

Art. 7. En application de l'article 14, § 1^{er}, du décret du 22 novembre 2018, le pouvoir local transmet son plan finalisé par voie électronique au service.

Le service en accuse réception dans les quinze jours.

CHAPITRE IV. — *Financement et dépenses*

Art. 8. En application de l'article 17 du décret du 22 novembre 2018, la subvention est liquidée en deux tranches :

1° une première tranche de septante-cinq pourcent est versée à la notification de l'arrêté d'octroi;

2° le solde est versé sur base du dossier justificatif communiqué par la commune au service pour le 31 mars de l'année qui suit l'année de subvention, sauf dérogation.

La dérogation est demandée au service par envoi motivé du pouvoir local au plus tard trente jours avant l'échéance fixée à l'alinéa 1^{er}, 2°, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 9. En application de l'article 18 du décret du 22 novembre 2018, l'éventuelle indexation des montants de la subvention se base sur l'indice des prix à la consommation.

Art. 10. En application de l'article 20 du décret du 22 novembre 2018, chaque ministre, dans le cadre de ses compétences, peut octroyer des moyens supplémentaires aux pouvoirs locaux dont le plan a été approuvé par le Gouvernement, et qui ont déjà confié, dans le cadre d'une convention de partenariat, la gestion d'une action du plan à un autre partenaire.

Ces moyens sont rétrocédés par le pouvoir local bénéficiaire à une ou plusieurs associations partenaires, dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention contenant, notamment, les obligations auxquelles sont soumis les partenaires.

CHAPITRE V. — *Mise en œuvre et modification du plan*

Art. 11. En application de l'article 21, alinéa 2, du décret du 22 novembre 2018, le chef de projet est titulaire d'un diplôme de master ou de bachelier délivré par une institution universitaire ou une haute école ou présente une expérience utile de trois ans au moins dans la gestion de projets.

Le chef de projet assure au minimum les missions suivantes :

1° la coordination et la gestion journalière du plan;

2° la veille informative : recherche de subsides complémentaires, appels à projet, projets innovants, etc.;

3° la communication interne et externe liée au plan;

4° la concertation avec les autres services du pouvoir local;

5° la construction de partenariats actifs dans les thématiques prioritairement travaillées dans le cadre du plan;

6° l'évaluation du plan;

7° l'élaboration et la rédaction du prochain plan.

Art. 12. En application de l'article 22, alinéa 3, du décret du 22 novembre 2018, en cas de transfert de moyens financiers et ou d'une mise à disposition de personnel, le partenariat est formalisé par une convention.

Art. 13. § 1^{er}. En application de l'article 24 du décret du 22 novembre 2018, les modifications nécessitant une approbation par le Gouvernement concernent :

1° la suppression d'une action;

2° l'ajout d'une nouvelle action;

3° la réorientation d'une action.

Les modifications sont introduites dans le fichier informatique qui consigne le plan visé à l'article 6.

§ 2. Les pouvoirs locaux introduisent leurs demandes motivées de modification par voie électronique, pour le 31 mars de chaque année de programmation, accompagnées de toute délibération des Conseils portant approbation des modifications demandées.

Lorsque le 31 mars coïncide avec un samedi, un dimanche, un jour férié, le délai est prorogé au premier jour ouvrable qui suit.

§ 3. Le Gouvernement approuve les modifications avant le 30 juin de chaque année si elles sont conformes aux dispositions du décret du 22 novembre 2018, à toute autre disposition légale, ne blessent pas l'intérêt général et si elles sont accompagnées toute délibération des conseils portant approbation des modifications demandées.

§ 4. Le Ministre des Pouvoirs locaux notifie la décision du Gouvernement dans les quinze jours à dater de la décision d'approbation des modifications.

Lorsque le jour de notification coïncide avec un samedi, un dimanche, un jour férié, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

Les modifications peuvent uniquement entrer en vigueur après notification de la décision d'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Accompagnement et contrôle*

Art. 14. En application de l'article 26 du décret du 22 novembre 2018, le contrôle du bon usage de la subvention est assuré via les fonctions budgétaires 84.010 et 84.011 créées dans le logiciel eComptes.

Ce logiciel génère divers documents à savoir :

- 1° le rapport financier simplifié;
- 2° la balance des recettes et des dépenses;
- 3° le grand livre budgétaire des recettes et dépenses;
- 4° les fiches projets extraordinaires en cas de dépenses d'investissement.

Les dépenses inscrites au grand livre budgétaire font l'objet d'une vérification de manière à s'assurer qu'elles sont éligibles.

Des inspections aléatoires dans les communes peuvent être organisées à la demande du service.

CHAPITRE VII. — *Rapports d'activités et d'évaluation*

Art. 15. En application de l'article 27 du décret du 22 novembre 2018, la dérogation est demandée au service par envoi motivé du pouvoir local au plus tard trente jours avant l'échéance fixée sous peine d'irrecevabilité.

Art. 16. En application de l'article 28, § 2, du décret du 22 novembre 2018, le service transmet au Gouvernement un rapport d'évaluation global pour le 31 mars de la dernière année de la programmation. Lorsque le 31 mars coïncide avec un samedi, un dimanche, un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

CHAPITRE VIII. — *Sanctions*

Art. 17. § 1^{er}. En application de l'article 29 du décret du 22 novembre 2018, le Ministre des Pouvoirs locaux applique le régime de sanctions.

§ 2. Le second semestre de la troisième année de la programmation, une vérification exhaustive de tous les plans est opérée par le service.

Cette vérification porte sur :

- 1° la désignation du chef de projet : la vérification est opérée sur la base de la délibération du conseil portant désignation;
- 2° le respect de son temps de travail et de ses qualifications : la vérification est opérée sur la base de la délibération du conseil portant désignation;
- 3° la tenue de la commission d'accompagnement, sa composition conforme et sa présidence : la vérification de la tenue de la commission d'accompagnement est opérée sur la base de la production des convocations et sa composition ainsi que sa présidence sont vérifiées en séance par le représentant du service;
- 4° la rentrée des rapports d'activités et financiers dans les délais : la vérification est opérée sur la base de la date de réception de ces rapports par le service;
- 5° la conformité des actions menées par rapport au plan approuvé : la vérification est opérée par le représentant du service lors de la tenue la commission d'accompagnement et dans le cadre de sa mission d'accompagnement.

En cas de manquement constaté, le Ministre, dès qu'il en a été informé par le service, en avertit le pouvoir local, à charge pour celui-ci d'y apporter réponse par envoi dans un délai de trente jours.

La décision du ministre est notifiée dans un délai de trente jours à dater de la réception de la réponse du pouvoir local.

A défaut de réponse dans le délai imparti, le régime de sanctions est automatiquement applicable.

§ 3. Le second semestre des quatrième, cinquième et sixième années de la programmation, une vérification des plans présentant des manquements identifiés la troisième année est opérée. Des vérifications aléatoires d'autres plans sont aussi réalisées.

En cas de premier constat portant sur un ou des manquements, le Ministre, dès qu'il en a été informé par le service en avertit le pouvoir local, à charge pour celui-ci d'y apporter réponse dans un délai de trente jours.

La décision du ministre est notifiée dans un délai de trente jours à dater de la réception de la réponse du pouvoir local.

A défaut de réponse dans le délai imparti, le régime de sanctions est automatiquement applicable.

En cas de second constat portant sur la présence de manquements identiques, le régime de sanctions financières est directement applicable.

§ 4. Le second semestre de la cinquième année de la programmation, une vérification de tous les plans est opérée par le service portant sur la rentrée du rapport d'évaluation dans le délai.

En cas de manquement constaté, le Ministre, dès qu'il en a été informé par le service, en avertit le pouvoir local, à charge pour celui-ci d'y apporter réponse dans un délai de trente jours.

La décision du Ministre est notifiée dans un délai de trente jours à dater de la réception de la réponse du pouvoir local.

A défaut de réponse dans le délai imparti, le régime de sanctions est automatiquement applicable.

§ 5. Dès que le Ministre est avisé d'un détournement de tout ou partie de la subvention, il invite le pouvoir local à s'expliquer sur ce détournement dans un délai de trente jours.

A défaut de réponse dans le délai imparti, le remboursement et la sanction sont automatiquement applicables.

La décision du Ministre est notifiée dans un délai de trente jours à dater de la réception de la réponse du pouvoir local.

§ 6. Le pouvoir local dont la subvention a fait l'objet d'une réduction ou d'une récupération peut introduire un recours auprès du Gouvernement dans les quinze jours à dater de la notification de la décision de la Ministre.

Le Gouvernement dispose d'un délai de soixante jours pour notifier sa décision sur le recours. A défaut de notification de décision du Gouvernement dans le délai imparti, la décision de la Ministre est réputée confirmée.

§ 7. Lorsque le jour d'expiration d'un délai visé au présent article ou le jour de notification coïncide avec un samedi, un dimanche, un jour férié, le délai est prorogé de droit jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires et abrogatoires*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2013, est abrogé.

Art. 19. Par dérogation à l'article 18, les articles 7 à 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, sont abrogés à la date du 1^{er} janvier 2020.

Art. 20. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Annexe 1

Convention dans le cadre de la délégation au CPAS de la réception de la subvention, de l'organisation et de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale

Entre, d'une part, l'Administration communale de XXXXX,
située XXXXX,
représentée par Mme/M. XXXXXXXX, Bourgmestre et par Mme/M. XXXXXXXX, directeur général,
Ci-après dénommée l'Administration communale,

D'autre part, le Centre public d'action sociale,
dont le siège est situé XXXXXX
représenté par Mme/M. XXXXX, Président et par Mme/M. XXXXXX, directeur général
Ci-après dénommé le C.P.A.S.,

En application de :

- 1° la nouvelle loi communale, l'article 144*bis* ;
- 2° la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail ;
- 3° l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, et de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française,

Il est accepté ce qui suit :

Article 1^{er} · Objet

L'Administration communale délègue au C.P.A.S. la réception de la subvention, l'organisation et la mise en œuvre du plan de cohésion sociale.

Art. 2. Durée et fin de la convention

La délégation, dont il est question dans l'article 1^{er}, est prévue pour la durée de la programmation du plan de cohésion sociale. Cette délégation prend fin de plein droit à la date du 31 décembre 2025 et ne peut pas être prolongée par tacite reconduction.

Art. 3. Mise à disposition de personnel¹

L'Administration communale s'engage à mettre à disposition du C.P.A.S., à raison de XXX heures par mois, le chef de projet du plan de cohésion sociale en vue d'effectuer les missions visées à l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Variable : L'Administration communale s'engage à mettre à disposition du C.P.A.S., à raison de XXX heures par mois, les agents suivants, en vue d'effectuer les missions...

Les modalités relatives à cette mise à disposition de personnel communal sont finalisées dans une convention de mise à disposition rédigée en vertu de l'article 144*bis* de la nouvelle loi communale.

¹ Les articles 3 à 5 sont inséré dans la convention uniquement dans l'hypothèse où il y a une mise à disposition du chef de projet ou d'autres agents de l'équipe par la commune au C.P.A.S..

Art. 4. Salaire et prise en charge des frais liés à la mise à disposition

En contrepartie de la mise à disposition de ces agents, l'Administration communale facture au C.P.A.S. les prestations effectuées par ces agents pour un montant équivalent à la charge salariale supportée par l'Administration communale.

Ce paiement s'effectue par virement au compte ... et dans les **30 jours** de la réception de la facture établie par l'Administration communale.

Art. 5. Respect des obligations légales relatives à la mise à disposition

Le C.P.A.S. se charge de fournir les données nécessaires à l'accomplissement de la mission des travailleurs mis à sa disposition dans le respect des dispositions légales relatives à la réglementation du travail, à la santé et à la sécurité des travailleurs. Il informe l'Administration communale de tout problème posé dans ce cadre ou susceptible de remettre en cause la mise à disposition.

Les personnes mises à disposition étant sous l'autorité et la surveillance du C.P.A.S. dans l'exercice de leurs fonctions, le C.P.A.S. en est civilement responsable conformément à l'article 1384, alinéa 3, du Code civil et veille par conséquent à souscrire une police d'assurance pour couvrir ce risque. En outre, le C.P.A.S. veille à se conformer à la législation relative à la sécurité et l'hygiène sur les lieux de travail.

L'Administration communale, employeur, s'engage quant à elle à contracter les assurances nécessaires pour couvrir contre tout risque d'accident qui surviendrait pendant les prestations découlant de la mise à disposition au C.P.A.S. ou au cours des trajets que ces prestations impliquent.

Art. 6. Litiges

Tout litige qui surviendrait dans le cadre de la présente convention est examiné par le comité de concertation visé à l'article 26 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

A défaut d'accord trouvé au comité de concertation, le Tribunal de xxxx est compétent. Fait à XXXXX, en deux exemplaires, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un original le.....

Pour l'Administration communale,

Pour le CPAS,

Le directeur général, Le bourgmestre,

Le directeur général, Le président,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Namur, le 17 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Annexe 2

Convention dans le cadre d'un regroupement de pouvoirs locaux présentant des points de convergence au niveau de la cohésion sociale pour la réalisation du plan de cohésion sociale

Entre :

- 1)
 Représenté(e) par son bourgmestre/président, Mme/M.....
 et son directeur général, Mme/M.....
- 2)
 Représenté(e) par son bourgmestre/président, Mme/M.....
 et son directeur général, Mme/M.....
- 3)

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente convention est conclue en application de l'article 8 du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, et de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Art. 2. La présente convention règle les modalités de gestion du budget consacré à la mise en œuvre du plan de cohésion sociale, ci-après dénommé le plan, de sa gestion administrative, de la gestion du personnel y affecté et des différentes actions identifiées.

Art. 3.

- 1° le pouvoir local qui assure la gestion administrative et financière du plan est.....
- a) la clé de répartition de la subvention et de la part apportée sur fonds propres, étant entendu que la participation sur fonds propres est d'au moins vingt-cinq pour cent du montant de la subvention, entre les pouvoirs locaux membres de l'association s'établit comme suit :
- b) le pouvoir local :
- | | |
|------------------|---------------------------------------|
| Subvention : ... | Part apportée sur fonds propres : ... |
|------------------|---------------------------------------|
- c) le pouvoir local :
- | | |
|------------------|---------------------------------------|
| Subvention : ... | Part apportée sur fonds propres : ... |
|------------------|---------------------------------------|
- 2° la mise à disposition et l'utilisation des biens mobiliers et immobiliers affectés au plan s'organise comme suit entre les pouvoirs locaux membres de l'association....
- 3° les modalités de la gestion administrative du plan commun entre les pouvoirs locaux en ce qui concerne notamment la transmission au pouvoir local porteur des pièces justificatives et délibérations requises sont établies comme suit...
- 4° la répartition des avoirs acquis grâce à la subvention allouée au plan PCS lors de la cessation de la présente convention s'effectuera comme suit :...

Art. 4. La présente convention vaut pour toute la durée de la programmation du plan de cohésion sociale en vue d'assurer la stabilité du plan.

Art. 5. En cas de contestation portant sur l'exécution de la présente convention, le Tribunal de ***** est compétent.

Fait à , le

Pour le Pouvoir local de ... ,

Pour le Pouvoir local de ... ,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Namur, le 17 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2019/40468]

17 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen, de artikelen 2, 4°, 5, § 1, lid 2, 7, 8, 12, lid 1, 14, § 1, lid 1, 17, 18, lid 2, 20, 21, lid 2, 22, lid 3, 24, 26, 27, lid 1, 28, § 2, lid 1, en 29, §§ 1 en 3 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld;

Gelet op het rapport van 9 oktober 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2018;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), gegeven op 21 november 2018;

Gelet op het advies van de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de "Union des Villes et Communes de Wallonie", gegeven op 21 november 2018;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 7 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikel 127 en 128 ervan.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 2, 4°, van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen, hierna "decreet van 22 november 2018" genoemd, wordt verstaan onder dienst, de Directie Sociale Cohesie van het Departement Sociale Actie van het Operationeel Directoraat-generaal Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Begunstigden van de subsidie en berekeningsmethode*

Art. 3. Het model van overeenkomst bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid, van het decreet van 22 november 2018 wordt als bijlage 1 opgenomen.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 22 november 2018 wordt de berekeningsmethode van de verschillende delen als volgt verricht.

De globale enveloppe bestemd voor het basisdeel vertegenwoordigt dertig procent van de totale begroting (B) toegewezen voor de subsidies aan de gemeenten. Het basisdeel wordt zodanig berekend dat het billijk wordt verdeeld volgens het aantal inwoners van de gemeenten.

Het basisdeel van een gemeente wordt berekend aan de hand van volgende formule:

$$\text{Basisdeel (gemeente } i) = a \times \text{Bevolking (gemeente } i)$$

met :

$$a = \frac{(B \times 30\%)}{\sum_{i=1}^n \text{Bevolking (gemeente } i)}$$

Het aanvullend deel is bestemd voor de gemeenten die de minimale drempel van 15.000 euro van basisdeel niet bereiken.

De globale begroting van het veranderlijk deel (M) is gelijk aan de totale begroting van de subsidies (B) verminderd met het basisdeel, met het aanvullend deel en met de begroting die nodig is om het afschrijvingsmechanisme bedoeld in artikel 6, 4°, van het decreet van 22 november 2018 te verzekeren.

Het veranderlijk deel van een gemeente wordt berekend als het product van een macht van de rang van de gemeente in de ISADF-rangschikking, een macht van het aantal inwoners van de gemeente en een identieke factor k voor elke gemeente, berekend om het geheel van de begroting bestemd voor het veranderlijk deel (M) te verdelen aan de hand van de volgende formule:

$$\begin{aligned} \text{Veranderlijk deel (gemeente } i) \\ = k \times \text{Bevolking (gemeente } i)^p \times \text{Rang_ISADF} - (\text{gemeente } i)^q \end{aligned}$$

met :

$$k = \frac{M}{\sum_{i=1}^n (\text{Bevolking (gemeente } i)^p \times \text{Rang_ISADF} - (\text{gemeente } i)^q)}$$

Art. 5. Overeenkomstig artikel 8 van het decreet van 22 november 2018 kunnen de plaatselijke besturen die in termen van sociale cohesie convergentiepunten hebben, zich hergroeperen en een gemeenschappelijk ontwerp van plan voorstellen.

De hergroepering wordt geformaliseerd door middel van een overeenkomst, waarvan het model in bijlage 2 wordt vermeld.

De beslissing tot hergroepering wordt door elk betrokken adviseur goedgekeurd en geeft aan welk plaatselijk bestuur het plan leidt.

HOOFDSTUK III. — *Uitwerking, overmaking en goedkeuring van het plan voor maatschappelijke cohesie*

Art. 6. Overeenkomstig artikel 12 van het decreet van 22 november 2018 neemt het plan de vorm aan van een softwarebestand dat tijdens de duur van het plan als scorebord dient.

Rubrieken van dit scorebord voldoen aan de eisen van een basisdiagnose en kunnen verzameld worden om een globale diagnose te stellen.

Dat bestand wordt langs elektronische weg overgemaakt aan de plaatselijke besturen die hun kandidatuur hebben gesteld bij de oproep tot het indienen van projecten bedoeld in artikel 5, § 3, van het decreet van 22 november 2018.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 14, § 1, van het decreet van 22 november 2018 maakt het plaatselijk bestuur zijn afgewerkte plan langs elektronische weg aan de dienst over.

De dienst bericht ontvangst daarvan binnen vijftien dagen.

HOOFDSTUK IV. — *Financiering en uitgaven*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 17 van het decreet van 22 november 2018 wordt de subsidie in twee schijven uitbetaald:

1° een eerste schijf van 75 procent wordt gestort bij de betekening van het toekenningsbesluit;

2° het saldo wordt gestort op basis van het verantwoordingsdossier meegedeeld door de gemeente aan de dienst uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op het jaar van de subsidie, behalve afwijking.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt de afwijking aan de dienst bij gemotiveerde zending van het plaatselijk bestuur gevraagd uiterlijk binnen dertig dagen voor de in het eerste lid, 2°, bepaalde vervaltermijn.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 22 november 2018 baseert de eventuele indexering van de bedragen van de subsidie zich op het indexcijfer der consumptieprijzen.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 22 november 2018 kan elke minister in het kader van zijn bevoegdheden bijkomende middelen toekennen aan de plaatselijke besturen waarvan het plan door de Regering is goedgekeurd en die in het kader van een partnerschapsovereenkomst het beheer van een actie van het plan reeds aan een andere partner hebben toevertrouwd.

Deze middelen worden door het rechthebbende plaatselijk bestuur aan één of meerdere partnerverenigingen afgestaan in het kader van een partnerschap geformaliseerd via een overeenkomst die, met name, de verplichtingen waaraan de partners worden onderworpen, vermeldt.

HOOFDSTUK V. — *Uitvoering en wijziging van het plan*

Art. 11. Overeenkomstig artikel 21, tweede lid, van het decreet van 22 november 2018 is de projectleider houder van een diploma van master of bachelor afgegeven door een universitaire instelling of een hogeschool of heeft een nuttige ervaring van minstens drie jaar in het beheer van projecten.

De projectleider vervult minstens de volgende opdrachten:

1° de coördinatie en het dagelijks beheer van het plan;

2° de informatieve kennisvergaring: het zoeken naar aanvullende subsidies, oproepen tot het indienen van projecten, innoverende projecten, enz.;

3° de interne en externe communicatie gebonden aan het plan;

4° het overleg met de andere diensten van het plaatselijk bestuur;

5° het sluiten van actieve partnerschappen in de thematieken die bij voorkeur in het kader van het plan aan bod komen;

6° de evaluatie van het plan;

7° de uitwerking en de opstelling van het volgende plan.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 22, derde lid, van het decreet van 22 november 2018 wordt het partnerschap in geval van overdracht van financiële middelen of van een terbeschikkingstelling van personeel via een overeenkomst geformaliseerd.

Art. 13. § 1. Overeenkomstig artikel 24 van het decreet van 22 november 2018 hebben de wijzigingen die een goedkeuring van de Regering vereisen, betrekking op:

- 1° de afschaffing van een actie;
- 2° de toevoeging van een nieuwe actie;
- 3° de heroriëntatie van een actie.

De wijzigingen worden in het softwarebestand, waarin het in artikel 6 bedoelde plan wordt opgenomen, ingediend.

§ 2. De plaatselijke besturen dienen hun met redenen omklede wijzigingsaanvragen, samen met iedere beraadslaging van de raden tot goedkeuring van de aangevraagde wijzigingen, langs elektronische weg voor 31 maart van elk programmeringsjaar in.

Wanneer 31 maart samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

§ 3. De Regering keurt de goedkeuringen voor 30 juni van elk jaar goed indien ze met de bepalingen van het decreet van 22 november 2018 en met iedere andere wettelijke bepalingen overeenstemmen, indien ze het algemeen belang niet schaden en indien ze vergezeld gaan van iedere beraadslaging van de raden tot goedkeuring van de aangevraagde wijzigingen.

§ 4. De Minister van de Plaatselijke Besturen betekent de beslissing van de Regering binnen vijftien dagen te rekenen van de beslissing tot goedkeuring van de wijzigingen.

Wanneer de dag van de betekening samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

De wijzigingen kunnen alleen in werking treden na de betekening van de beslissing tot goedkeuring van de Regering.

HOOFDSTUK VI. — *Begeleiding en toezicht*

Art. 14. Overeenkomstig artikel 26 van het decreet van 22 november 2018 wordt het toezicht op het op het correcte gebruik van de subsidie gewaarborgd via de begrotingsfuncties 84.010 en 84.011 in die de software "eComptes" zijn opgericht.

Deze software genereert verschillende documenten, namelijk:

- 1° het gesimplificeerd financieel verslag;
- 2° de balans van de ontvangsten en uitgaven;
- 3° het budgettair grootboek van de ontvangsten en uitgaven;
- 4° de fiches "buitengewone projecten" in geval van investeringsuitgaven.

De uitgaven opgenomen in het budgettair grootboek maken het voorwerp uit van een verificatie om na te gaan of ze subsidiabel zijn.

De willekeurige inspecties in de gemeenten kunnen op verzoek van de dienst georganiseerd worden.

HOOFDSTUK VII. — *Activiteiten- en evaluatieverslag*

Art. 15. Overeenkomstig artikel 27 van het decreet van 22 november 2018 wordt de afwijking aan de dienst bij gemotiveerde zending van het plaatselijk bestuur op straffe van niet-ontvankelijkheid uiterlijk binnen dertig dagen voor de bepaalde vervalltermijn gevraagd.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 28, § 2, van het decreet van 22 november 2018 maakt de dienst de Regering een globaal evaluatieverslag voor 31 maart van het laatste jaar van de programmering over. Wanneer 31 maart samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

HOOFDSTUK VIII. — *Sancties*

Art. 17. § 1. Overeenkomstig artikel 29 van het decreet van 22 november 2018 past de Minister van Plaatselijke Besturen de sanctieregeling toe.

§ 2. In het tweede semester van het derde jaar van de programmeringsperiode gaat de dienst tot een uitgebreide verificatie van alle plannen over.

Deze verificatie heeft betrekking op :

- 1° de aanwijzing van de projectleider : de verificatie wordt op basis van de beraadslaging van de raad tot aanwijzing verricht;
- 2° de naleving van zijn arbeidstijd en kwalificaties : de verificatie wordt op basis van de beraadslaging van de raad tot aanwijzing verricht;
- 3° het houden van de begeleidingscommissie, de samenstelling en het voorzitterschap ervan: de verificatie van het houden van de begeleidingscommissie wordt verricht op basis van de overlegging van de oproepingen en haar samenstelling en haar voorzitterschap worden tijdens de zitting door de vertegenwoordiger van de dienst gecontroleerd;
- 4° het tijdig indienen van de activiteitenverslagen en financiële verslagen : de verificatie wordt verricht op basis van de datum van ontvangst van die verslagen door de dienst;

5° de conformiteit van de ten opzichte van het goedgekeurde plan gevoerde acties: de verificatie wordt door de vertegenwoordiger van de dienst tijdens het houden van de begeleidingscommissie en in het kader van zijn begeleidingsopdracht verricht.

In geval van vastgestelde tekortkoming verwittigt de Minister, zodra hij daarvan door de dienst in kennis is gesteld, het plaatselijke bestuur, dat via een zending binnen 30 dagen een antwoord moet geven.

De beslissing van de Minister wordt binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het antwoord van het plaatselijk bestuur betekend.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn is de sanctieregeling automatisch van toepassing.

§ 3. In het tweede semester van de vierde, vijfde en zesde jaren van de programmeringsperiode worden de plannen met tekortkomingen die tijdens het derde jaar zijn vastgesteld, gecontroleerd. Willekeurige verificaties van andere plannen worden ook verricht.

In geval van eerste vaststelling van één of meerdere tekortkomingen verwittigt de Minister, zodra hij daarvan door de dienst in kennis is gesteld, het plaatselijke bestuur, dat via een zending binnen 30 dagen een antwoord moet geven.

De beslissing van de Minister wordt binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het antwoord van het plaatselijk bestuur betekend.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn is de sanctieregeling automatisch van toepassing.

In geval van tweede vaststelling van identieke tekortkomingen is de regeling van de financiële sancties rechtstreeks van toepassing.

§ 4. In het tweede semester van het vijfde jaar van de programmeringsperiode gaat de dienst tot een verificatie van alle plannen betreffende het tijdig indienen van het evaluatieverslag over.

In geval van vastgestelde tekortkoming verwittigt de Minister, zodra hij daarvan door de dienst in kennis is gesteld, het plaatselijke bestuur, dat binnen 30 dagen een antwoord moet geven.

De beslissing van de Minister wordt binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het antwoord van het plaatselijk bestuur betekend.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn is de sanctieregeling automatisch van toepassing.

§ 5. Zodra de Minister op de hoogte wordt gebracht van een afwijking van het geheel of een gedeelte van de subsidie, verzoekt hij het plaatselijk bestuur om binnen een termijn van dertig dagen toelichting over die afwijking te geven.

Bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn zijn de terugbetaling en de sanctie automatisch van toepassing.

De beslissing van de Minister wordt binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het antwoord van het plaatselijk bestuur betekend.

§ 6. Het plaatselijk bestuur waarvan de subsidie het voorwerp heeft uitgemaakt van een vermindering of een terugvordering, kan binnen vijftien dagen te rekenen van de betekening van de beslissing van de Minister een beroep bij de Regering indienen.

De Regering beschikt over een termijn van zestig dagen om haar beslissing over het beroep te betekenen. Indien de Regering haar beslissing niet binnen de voorgeschreven termijn mededeelt, wordt de beslissing van de Minister geacht bevestigd te zijn.

§ 7. Wanneer de vervalddag van een in dit artikel bedoelde termijn of de dag van de betekening samenvalt met een zaterdag, zondag of feestdag, wordt de termijn verlengd tot de eerste daaropvolgende werkdag.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013, wordt opgeheven.

Art. 19. In afwijking van artikel 18 worden de artikelen 7 tot 16 van het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld, vanaf 1 januari 2020 opgeheven.

Art. 20. De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Bijlage 1

Overeenkomst in het kader van de overdracht aan het OCMW van de ontvangst van de subsidie, van de organisatie en de uitvoering van het plan voor maatschappelijke cohesie

Tussen, enerzijds, het gemeentebestuur van XXXXXXXXXXXXXXXX,
gelegen XXXXXX,
vertegenwoordigd door Mevrouw/De heer.....
XXXXXXXX, Burgemeester en door Mevrouw/De heer XXXXXXXXXXXXXXXX, Directeur-
generaal,
Hierna het Gemeentebestuur genoemd,

En anderzijds, het Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
waarvan deze zetel gelegen is te XXXXXXXX
vertegenwoordigd door Mevrouw/De heer.....
XXXXXXXX, Voorzitter en door Mevrouw/De heer XXXXXXXXXXXXXXXX, Directeur-
generaal,
Hierna het OCMW genoemd,

Overeenkomstig:

1° de nieuwe gemeentewet, artikel 144bis;

2° de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

3° artikel 5, § 1, tweede lid, van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen en artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen,

Wordt hetgeen aangenomen:

Artikel 1. Doel

Het gemeentebestuur draagt aan het OCMW de ontvangst van de subsidie, de organisatie en de uitvoering van het plan voor maatschappelijke cohesie over.

Art. 2. Duur en einde van de overeenkomst

De in artikel 1 bedoelde overdracht wordt voorzien voor de duur van de programmering van het plan voor maatschappelijke cohesie. Deze overdracht eindigt van rechtswege op 31 december 2025 en mag niet stilzwijgend worden verlengd.

Art. 3. Terbeschikkingstelling van personeel¹

Het Gemeentebestuur verbindt zich ertoe de projectleider van het plan voor maatschappelijke cohesie tijdens XXXXXXXXXXXX uren per maand ter beschikking te stellen van het OCMW om de opdrachten uit te oefenen die bedoeld zijn in artikel 11, tweede lid, het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen.

¹ De artikelen 3 tot 5 worden in de overeenkomst allen ingevoegd indien de projectleider of andere personeelsleden van de ploeg door de gemeente ter beschikking worden gesteld van het OCMW.

Variabel: Het Gemeentebestuur verbindt zich ertoe de volgende personeelsleden tijdens XXXXXXXXXX uren per maand ter beschikking te stellen van het OCMW om de opdrachten ... uit te oefenen.

De modaliteiten betreffende deze terbeschikkingstelling van gemeentepersoneel worden definitief vastgesteld in een terbeschikkingstellingovereenkomst opgesteld krachtens artikel 144bis van de nieuwe gemeentewet.

Art. 4. Loon en tenlasteneming van de kosten gebonden aan de terbeschikkingstelling

Als tegenprestatie van de terbeschikkingstelling van deze personeelsleden factureert het Gemeentebestuur de door laatstgenoemden verrichte prestaties voor een bedrag gelijkwaardig aan de loonkosten ten laste van het Gemeentebestuur.

Deze betaling wordt verricht via storting op de rekening.....en binnen **30 dagen** na ontvangst van de door het Gemeentebestuur opgestelde factuur.

Art. 5. Naleving van de wettelijke verplichtingen betreffende de terbeschikkingstelling

Het OCMW is verantwoordelijk voor het verstrekken van de gegevens die nodig zijn voor de uitoefening van de opdracht van de ter beschikking gestelde werknemers, met inachtneming van de wettelijke bepalingen inzake arbeidsreglementering en de gezondheid en veiligheid van de werknemers. Het stelt het Gemeentebestuur in kennis van ieder probleem dat in dit kader is gesteld of dat de terbeschikkingstelling in twijfel zou kunnen trekken.

Aangezien de ter beschikking gestelde personen onder het gezag en het toezicht van het OCMW staan in de uitoefening van hun opdrachten, is het OCMW burgerlijk aansprakelijk voor hen overeenkomstig artikel 1384, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek en zorgt bedoeld OCMW bij gevolg om een verzekeringspolis aan te gaan om dit risico te dekken. Bovendien zorgt het OCMW ervoor zich aan te passen aan de wetgeving betreffende veiligheid en hygiëne op de werkplaatsen.

Het Gemeentebestuur, werkgever, verbindt er zich dan weer toe om de nodige verzekeringen aan te gaan om ieder ongevalrisico te dekken dat zich tijdens de prestaties voortvloeiend uit de terbeschikkingstelling aan het OCMW of tijdens de trajecten die deze prestaties inhouden, zou kunnen voordoen.

Art. 6. Geschillen

Ieder geschil dat zich in het kader van deze overeenkomst zou voordoen, wordt onderzocht door het overlegcomité bedoeld in artikel 26 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Bij gebrek aan overeenstemming in het overlegcomité is de rechtbank van XXXXXXXXX bevoegd.

Gedaan te XXXXX, in tweevoud, waarvan elke partij erkent een origineel te hebben ontvangen op.....

Voor het Gemeentebestuur,

Voor het OCMW,

De directeur-generaal, de Burgemeester,

De directeur-generaal, de Voorzitter,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen.

Namen, 17 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Bijlage 2

Overeenkomst in het kader van een hergroepering van plaatselijke besturen die inzake maatschappelijke cohesie convergentiepunten hebben voor de opmaking van het plan voor maatschappelijke cohesie

Tussen :

- 1)
Vertegenwoordigd door zijn burgemeester/voorzitter, Mevrouw/De heer.....
en zijn directeur-generaal, Mevrouw/De heer.....
- 2)
Vertegenwoordigd door zijn burgemeester/voorzitter, Mevrouw/De heer.....
en zijn directeur-generaal, Mevrouw/De heer.....
- 3)

Is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Deze overeenkomst wordt gesloten overeenkomstig artikel 8 van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen en artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen.

Art. 2. Deze overeenkomst regelt de modaliteiten van het beheer van de begroting bestemd voor de uitvoering van het plan voor maatschappelijke cohesie, hierna het plan genoemd, het administratieve beheer ervan, het beheer van het personeel dat er tewerkgesteld is en de verschillende geïdentificeerde acties.

Art. 3.

1° het plaatselijk bestuur dat zorgt voor het administratieve en financiële beheer van het plan is.....

a) de verdeelsleutel van de subsidie en het aandeel ingebracht uit eigen vermogen, met dien verstande dat de deelname uit eigen vermogen ten minste vijfentwintig procent van het bedrag van de subsidie bedraagt, tussen de plaatselijke besturen die lid zijn van de vereniging wordt als volgt vastgesteld:

b) het plaatselijk bestuur :

Subsidie: ...

Aandeel ingebracht uit eigen vermogen:

c) het plaatselijk bestuur :

Subsidie: ...

Aandeel ingebracht uit eigen vermogen:

2° de terbeschikkingstelling en het gebruik van de roerende en onroerende goederen bestemd voor het gemeenschappelijk plan wordt tussen de plaatselijke besturen die lid zijn van de vereniging als volgt georganiseerd...

3° de modaliteiten van het administratieve beheer van het gemeenschappelijk plan tussen de plaatselijke besturen wat betreft met name de overmaking aan het plaatselijk bestuur van de vereiste bewijsstukken en beraadslagingen worden vastgesteld als volgt...

4° de verdeling van het vermogen verworven door middel van de subsidie die bij beëindiging van deze overeenkomst aan het plan voor maatschappelijke cohesie is toegekend, wordt bepaald als volgt:....

Art. 4. Deze overeenkomst geldt voor de hele duur van de programmering van het plan voor maatschappelijke cohesie om de stabiliteit van het plan te verzekeren.

Art. 5. In geval van betwisting over de uitvoering van deze overeenkomstig is de rechtbank van **** bevoegd.

Opgemaakt te , Op...

Voor het plaatselijke bestuur van...,

Voor het plaatselijke bestuur van...,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening aan de Franse Gemeenschap is overgedragen.

Namen, 17 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE